Séance publique du 4 février 2002

Délibération n° 2002-0433

commission principale : déplacements et urbanisme

commune (s) : Saint Priest

objet : **Quartier Bel Air - Secteur Henri Barbusse - Restructuration - Coût et plan de financement**

service : Délégation générale au développement urbain - Direction des opérations - Développement social urbain

Le Conseil,

Vu le rapport du 16 janvier 2002, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Dans le cadre des opérations de développement social urbain (DSU) et de la convention particulière du contrat de ville pour le quartier Bel Air à Saint Priest, une restructuration urbaine du secteur Henri Barbusse a été engagée.

Cette délibération concerne la requalification sous maîtrise d'ouvrage communautaire de l'ensemble des espaces publics et résidentiels du secteur Bel Air 2-Barbusse dans le quartier DSU de Bel Air à Saint Priest. Le volume de l'opération serait de 5 183 266,59 €, avec une charge nette de 3 292 898,77 € pour la Communauté urbaine. La délibération propose d'approuver cette opération et son financement, de solliciter le concours maximum de l'Etat et d'autoriser monsieur le président à signer, avec la ville de Saint Priest et l'office communautaire Portes des Alpes Habitat, une convention réglant les problèmes techniques, juridiques et financiers de l'opération.

Le lancement de l'opération a été approuvé par délibération en date du 13 mai 1996, la mission de maîtrise d'œuvre l'a été le 16 décembre 1997.

Lors de la séance publique du 10 juillet 2000, l'opération globale avait été approuvée pour un montant de 5 183 266,59 €.

Par suite des arbitrages budgétaires, un découpage en deux phases a été proposé par délibération en date du 27 mars 2001, de façon à ne pas trop engager les budgets des mandats suivants.

Ce découpage générant des difficultés techniques, il est proposé d'approuver aujourd'hui, dans le cadre de la programmation pluriannuelle des investissements approuvée par délibération du 21 décembre 2001, le lancement de la totalité de cette opération très attendue sur le terrain pour un montant inchangé de 5 183 266,60 € (honoraires de maîtrise d'œuvre compris) avec le montage financier suivant :

- Etat	457 347,05 €
- commune de Saint Priest	914 694,10 €
- office communautaire Porte des Alpes Habitat	518 326,66 €
- Communauté urbaine	3 292 898,77 €

La participation communautaire a été réévaluée de 3 201 429,40 € à 3 292 898,80 € compte tenu de l'absence d'une subvention liée au programme européen Urban.

La participation de l'Etat est calculée sur le coût des travaux. Deux arrêtés de subvention en date du 15 décembre 1999, d'un montant de 91 469,41 €, prorogé par arrêté du 28 septembre 2001 et du 8 janvier 2001, d'un montant de 182 938,82 € ont déjà été délivrés.

Il convient aujourd'hui de demander le solde à hauteur de 182 938,82 €.

Conformément à l'article L 5215-27 du code général des collectivités locales, l'exécution de cette opération serait liée, outre l'octroi des financements attendus de l'Etat, aux délibérations des partenaires d'une part, la commune de Saint Priest, propriétaire de terrains, pour la mise à la disposition de la Communauté urbaine de ses biens respectifs et pour les travaux à réaliser pour son compte, pour les espaces verts et l'éclairage public et, d'autre part, l'office Porte des Alpes Habitat propriétaire de terrains, pour la mise à la disposition de la Communauté urbaine et de ses biens respectifs et pour les travaux à réaliser pour son compte, en matière de chauffage ;

Vu ledit dossier ;

Vu ses délibérations en date des 13 mai 1996, 16 décembre 1997, 10 juillet 2000, 27 mars et 21 décembre 2001 ;

Vu l'article L 5215-27 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les arrêtés de subvention en date des 15 décembre 1999, 8 janvier et 28 septembre 2001 ;

Oùï l'avis de sa commission déplacements et urbanisme ;

DELIBERE

1° - Approuve l'opération telle qu'elle lui est présentée ainsi que son financement.

2° - Autorise monsieur le président à :

a) - solliciter la subvention de l'Etat au taux maximum,

b) - signer une convention avec la commune de Saint Priest et l'office Porte des Alpes Habitat prévoyant :

- les modalités d'intervention de la Communauté urbaine pour le compte de la commune de Saint Priest, notamment les espaces verts et l'éclairage public, d'une part, pour le compte de l'office Porte des Alpes Habitat, notamment la réalisation des travaux en matière de reprise des réseaux de chauffage, d'autre part, en application de l'article L 5215-27 du code général des collectivités territoriales,

- le principe de remise d'ouvrages réalisés, de leur entretien et de leur gestion,

- le principe de redistribution du foncier en fonction des nouvelles domanialités générées par le projet d'aménagement,

- les modalités de versement de la participation financière de la commune de Saint Priest et de l'office Porte des Alpes Habitat à la Communauté urbaine dans le cadre de cette opération.

3° - Les dépenses prévisionnelles correspondantes feront l'objet d'une autorisation de programme individualisée et seront prélevées sur les crédits de paiement inscrits et à inscrire au budget principal de la Communauté urbaine - exercices 2002, 2003 et 2004 - comptes 231 510 et 458 1 à créer - fonction 824 - opération 0059.

4° - Les recettes attendues seront perçues sur les crédits individualisés au titre de l'autorisation de programme de cette opération inscrits et à inscrire au budget de la Communauté urbaine - exercices 2002, 2003 et 2004 - comptes 132 100, 132 700, 132 800 et 458 2 à créer - fonction 824 - opération 0059.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,